



Règlement de la commune de Choulex relatif à la gestion des déchets (LC 29 911)

Adopté par l'Exécutif le 11 mai 2022
Entrée en vigueur le 11 mai 2022

Toute désignation de personne, de statut ou de fonction dans le présent règlement vise indifféremment l'homme ou la femme.

Vu la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE – RS 814.01) du 7 octobre 1983 et ses ordonnances d'application, notamment :

- l'ordonnance fédérale sur la limitation des déchets (OLED – RS 814.600) du 4 décembre 2015 ;
- l'ordonnance fédérale sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et électroniques (OREA – RS 814.620) du 14 janvier 1998 ;
- l'ordonnance fédérale sur les emballages pour boissons (OEB – RS 814.621) du 5 juillet 2000 ;
- l'ordonnance sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (OChim – RS 813.11) du 5 juin 2015 ;
- l'ordonnance fédérale sur les mouvements de déchets (OMoD – RS 814.610) du 22 juin 2005 ;
- l'ordonnance du DETEC concernant les listes pour les mouvements de déchets (RS 814.610.1) du 18 octobre 2005;

Vu la loi cantonale d'application de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (K 1 70, ci-après la LaLPE) du 2 octobre 1997;

Vu la loi cantonale sur la gestion des déchets (L 1 20, ci-après LGD) du 20 mai 1999, en particulier les articles 12, al. 4, 17 et 43;

Vu le règlement cantonal d'application de la loi cantonale sur la gestion des déchets (L 1 20.01, ci-après RGD) du 28 juillet 1999, en particulier ses articles 5 et 17;

Vu la loi cantonale sur les constructions et installations diverses (L 5 05, ci-après LCI) du 14 avril 1988;

Vu le règlement cantonal d'application de la loi cantonale sur les constructions et installations diverses (L 5 05.01, ci-après RCI) du 27 février 1978;

Vu la loi cantonale sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes (F 1 07, ci-après LAPM) du 20 février 2009;

Vu le règlement cantonal sur les agents de la police municipale (F 1 07.01, ci-après RAPM) du 28 octobre 2009;

Vu la loi cantonale sur l'administration des communes (B 6 05, LAC) du 13 avril 1984, en particulier l'article 48, lettre v;

Vu la loi cantonale sur la procédure administrative (E 5 10, ci-après LPA) du 12 septembre 1985, en particulier l'article 60;

Vu le règlement cantonal sur la propreté, la salubrité et la sécurité publiques du 17 juin 1955 (ci-après RPSS F 3 15.04) ;

L'Exécutif de la commune de Choulex adopte le règlement communal d'application suivant :

Chapitre I Dispositions générales

Art. 1 Champ d'application

- ¹ Le présent règlement s'applique à la gestion des déchets sur le territoire de la commune de Choulex (ci-après la commune).
- ² Il s'applique à l'entier du territoire communal.
- ³ Les dispositions fédérales et cantonales applicables en la matière demeurent réservées.

Art. 2 Compétences

- ¹ La commune est compétente pour l'exécution du présent règlement.
- ² La commune peut déléguer la collecte, le transport et l'élimination des déchets en totalité ou en partie à des prestataires externes mandatés par la commune (publics ou privés).

Art. 3 Définitions

- ¹ Sont des déchets ménagers, les déchets provenant de l'activité domestique (ordures ménagères, déchets encombrants, déchets collectés sélectivement en vue de leur recyclage).
- ² Sont des déchets urbains, les déchets produits par les ménages, les déchets provenant d'entreprises comptant moins de 250 postes à plein temps et dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions, ainsi que les déchets provenant d'administrations publiques dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions.
- ³ Sont des déchets industriels :
 - a) Les déchets qui proviennent d'entreprises comptant 250 postes ou plus à plein temps.
 - b) Les déchets qui proviennent d'entreprises dont la composition n'est pas comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions.
- ⁴ Sont des entreprises les entités juridiques disposant de leurs propres numéros d'identification ou les entités réunies au sein d'un groupe et disposant d'un système commun pour l'élimination des déchets.

Chapitre II Collecte, transport et élimination des déchets

Art. 4 Déchets faisant l'objet de levées régulières (porte-à-porte)

- ¹ Les déchets ménagers faisant l'objet de levées régulières (porte-à-porte) sont :
 - a) les ordures ménagères ;
 - b) les déchets de jardin.
- ² Toutefois, les levées régulières peuvent être supprimées sur tout ou partie du territoire communal, si des points de récupération en nombre suffisant sont mis à disposition des ménages sur ce territoire et qu'une information préalable est communiquée à tous les ménages de la commune.

Art. 5 Déchets faisant l'objet de collectes sélectives (points de récupération)

Les déchets faisant l'objet de collectes sélectives aux emplacements spécialement désignés à cet effet sont les suivants :

- a) les ordures ménagères ;
- b) le verre ;
- c) le papier/carton ;
- d) l'aluminium et le fer blanc ;
- e) le PET ;
- f) les déchets de cuisine ;

- g) les textiles ;
- h) les piles ;
- i) les capsules de café.

Art. 6 Compost individuel

La Commune organise la récupération des déchets organiques. Toutefois, les particuliers sont encouragés à valoriser leurs déchets organiques sous la forme d'un compost individuel.

Art. 7 Déchets faisant l'objet de collectes sélectives auprès de la déchetterie mobile Mobilitri

¹ Les déchets faisant notamment l'objet de collectes sélectives auprès de la déchetterie mobile Mobilitri sont les suivants :

- a) les déchets encombrants ;
- b) le papier / carton
- c) les déchets de jardin
- d) la ferraille ;
- e) les gravats et déchets minéraux (verre de vitre, porcelaine, vaisselle cassée, faïences, etc.) ;
- f) les appareils électriques et électroniques ;
- g) les éclairages économiques ;
- h) les piles et les batteries ;
- i) les déchets spéciaux des ménages remis en petites quantités (<15kg).

Cette liste n'est pas exhaustive. Les déchets sont collectés selon les conditions définies par Mobilitri sur son site internet www.mobilitri.ch.

² Mobilitri dispose d'un box solidaire destiné à récupérer les objets en bon état destinés aux œuvres d'entraide et caritatives.

Art. 8 Points de récupération des déchets

¹ Les points de récupération sont des installations communales accessibles à tous les ménages domiciliés sur le territoire de la commune.

² Les points de récupération des déchets, au sens de l'article 21 RGD, sont définis par le Maire, selon les besoins, aux emplacements appropriés. Le Maire peut modifier le nombre et le lieu de ces emplacements.

³ Ils sont placés sous la surveillance des agents de la police municipale, des employés communaux désignés et des prestataires mandatés par la commune pour la gestion des points de récupération.

⁴ Le dépôt de déchets en dehors des conteneurs est formellement interdit.

Art. 9 Publication

¹ L'organisation des levées régulières des déchets ménagers fait l'objet d'une publication de l'administration municipale adressée à tous les ménages avec le calendrier des jours de collecte.

² Toutes les informations sur les points de récupération se trouvent sur le site internet de la commune www.choulex.ch

Art. 10 Déchets sur la voie publique

¹ Le dépôt de déchets sur la voie publique est totalement interdit, quel qu'en soit le volume, à l'exception :

- a) des ordures ménagères et des déchets de jardin qui sont déposés dans des conteneurs dédiés et relevés selon les horaires et jours de levées définis par la commune ;

b) des déchets encombrants faisant l'objet d'une levée à domicile sur rendez-vous par Mobilitri.

² La commune, par le biais de ses employés, de ceux de ses prestataires ou de la police municipale se réserve le droit d'ouvrir les sacs ou récipients abandonnés sur la voie publique, pour rechercher le détenteur et le poursuivre, conformément aux articles 26 et suivants du présent règlement.

Art. 11 Déchets lors de grandes manifestations

¹ La collecte et le tri des déchets engendrés par des manifestations sur le domaine public ou dans les lieux donnés en location ou mis à disposition par la commune sont à la charge des organisateurs.

² L'utilisation de vaisselle à usage unique est interdite pour les manifestations sur le domaine public ou dans des lieux donnés en location ou mis à disposition par la commune.

Chapitre III Obligations et charges des particuliers liées à la levée des déchets

Art. 12 Obligation des propriétaires - principes généraux

¹ Si le Maire fait application de l'article 4, alinéa 2 et supprime les levées régulières sur tout ou partie du territoire communal, les ménages du périmètre concerné ont l'obligation d'utiliser les points de récupération pour déposer leurs déchets.

² Dans le périmètre du territoire communal où les levées régulières sont prévues, les propriétaires sont soumis aux règles énoncées aux alinéas 3, 4, 5 et 6 de la présente disposition et aux articles 12 à 14 du présent règlement.

³ En application des articles 17 LGD, 18 et 19 RGD ainsi que 128 LCI, 62 et 62A RCI, tout immeuble destiné à l'habitation ou au travail doit être pourvu de locaux ou emplacements réservés à la remise des récipients de collecte. Ces locaux ou emplacements doivent être facilement et gratuitement accessibles.

⁴ Les propriétaires d'immeubles sont tenus de fournir, en nombre suffisant, les récipients de collecte des déchets et de maintenir les emplacements, les locaux et le mobilier dans un parfait état de propreté et d'hygiène.

⁵ Les propriétaires d'immeubles doivent afficher de manière visible les informations relatives aux collectes organisées par la commune.

⁶ Les propriétaires de villas doivent disposer également de conteneurs pour leurs déchets afin de bénéficier de la levée porte à porte si elle est en vigueur sur leur secteur.

Art. 13 Ordures ménagères

¹ Dans le périmètre du territoire communal où les levées régulières sont prévues, les propriétaires des immeubles sont tenus de fournir des conteneurs de 800 litres destinés aux ordures ménagères. Pour les propriétaires de villas les conteneurs destinés aux ordures ménagères peuvent être de 120 litres, 240 litres ou 800 litres.

² Ces ordures ménagères doivent être conditionnées dans des sacs résistants, portant la norme OKS (ou toute nouvelle norme en vigueur), fermés et déposés dans les conteneurs.

³ Les propriétaires de villas ne disposant pas de conteneurs, sont tenus de déposer leurs ordures ménagères dans les points de récupération.

⁴ Il est interdit de sortir les conteneurs avant 17h00 la veille des levées.

Art. 14 Obligations des propriétaires - constructions nouvelles et transformations d'immeubles

¹ Sur préavis de la commune, le département cantonal en charge de l'aménagement du territoire peut exiger un emplacement extérieur pour la levée des conteneurs. Dans

ce cas, les emplacements extérieurs sont aménagés en étroite concertation avec le service communal compétent, de manière par exemple à ce que les installations ne soient pas exposées aux intempéries et ne soient pas trop visibles depuis le domaine public. Ces installations doivent, en règle générale être réalisées sur des biens-fonds privés.

- ² Les conditions relatives au terrain et à l'accessibilité de l'emplacement, à l'échéance de réalisation, aux principes et aux modalités du financement de la mise en place de l'emplacement, à son entretien et à son exploitation sont définies en concertation avec les propriétaires, sur la base d'une convention conclue entre la commune et les propriétaires.
- ³ Les propriétaires ayant mis en place un tel emplacement sont relevés des obligations résultant des articles 17 LGD, 18 et 19 RGD et de l'article 12 du présent règlement. Dans les secteurs équipés d'emplacement extérieur agréé par la commune, la levée porte-à-porte des déchets peut être supprimée.
- ⁴ Dans toute la mesure du possible, les installations doivent être construites simultanément à la réalisation des travaux autorisés par le département compétent.

Chapitre IV Obligations et charges des entreprises pour la collecte, le transport et l'élimination de leurs déchets

Art. 15 Déchets urbains incinérables des entreprises

- ¹ Les déchets urbains incinérables des entreprises sont soumis au monopole d'élimination de la commune.
- ² Les entreprises doivent disposer de leurs propres conteneurs pour la collecte des déchets urbains incinérables. Ces derniers sont levés par le délégataire de la commune au frais de l'entreprise. La facture est basée sur le poids des déchets levés.
- ³ Tout conteneur doit être clairement identifiable au moyen du nom de l'entreprise, du numéro et nom de la rue à laquelle il appartient. L'identification de leur contenu est obligatoire (pictogramme symbolisant le contenu).
- ⁴ Les entreprises qui ne peuvent pas disposer de leur propre conteneur et qui produisent une faible quantité de déchets (quantité comparable à celle d'un ménage équivalent au maximum à deux sacs de 35 litres par semaine), et pour autant qu'elles se soient acquittées de la taxe forfaitaire annuelle mentionnée à l'art. 17, peuvent éliminer leur déchets urbains incinérables dans les points de récupération de la commune.
- ⁵ Les entreprises unipersonnelles travaillant à domicile ou au domicile d'autrui sont exonérées de la taxe.

Art. 16 Déchets urbains triés des entreprises

- ¹ Afin de soutenir les efforts de tri, la commune prend en charge gratuitement l'élimination des déchets urbains valorisables des entreprises, à l'exception des déchets produits dans des quantités telles que la logistique mise en place ne suffit pas à les collecter. Dans ce cas, les entreprises doivent faire appel à un prestataire à leurs frais.

Art. 17 Taxe forfaitaire

- ¹ Les entreprises qui ne peuvent pas disposer de leur propre conteneur selon l'art. 15 al. 4 de la présente loi sont facturées au forfait selon les modalités suivantes : 50 CHF/emploi/an avec un minimum incompressible de 100 CHF/entreprise/an.

Art. 18 Déchets liés aux activités des entreprises

- ¹ La collecte, le transport et l'élimination des déchets liés aux activités des entreprises (p.ex. entreprises agricoles, viticoles, chantiers...), non assimilables aux déchets urbains sont à la charge des entreprises.

² Les entreprises doivent s'adresser, à leurs frais, à un transporteur ou récupérateur de leur choix pour l'élimination des déchets liés à leurs activités.

³ Les entreprises de la restauration doivent éliminer séparément, à leurs frais, leurs déchets de cuisine et leurs huiles.

Art. 19 Compacteur à cartons

Le Maire peut décider d'installer et de mettre à disposition des entreprises, ayant leurs activités sur le territoire de la commune, un compacteur à cartons, qu'elles peuvent utiliser. Il peut conditionner l'utilisation de ce compacteur à l'achat d'une puce en permettant l'accès, auprès de l'administration communale.

Le Maire peut en outre adopter un règlement pour fixer une taxe forfaitaire de levée en fonction de la taille de l'entreprise.

Chapitre V Obligations des ménages liées à la collecte sélective des déchets dans les points de récupération

Art. 20 Tranquillité publique

¹ L'utilisation des points de récupération ne doit pas nuire à la tranquillité publique, en particulier par un usage bruyant.

² Il ne doit pas être effectué de dépôts dans les points de récupération entre 19h00 et 7h00, ainsi que les dimanches et les jours fériés.

Art. 21 Salubrité et protection de l'environnement

¹ Les déchets doivent être déposés dans les conteneurs qui leur sont spécifiquement réservés.

² Les usagers doivent respecter la propreté des lieux.

³ Tout dépôt effectué volontairement dans un autre conteneur ou en-dehors du conteneur dédié est passible des sanctions prévues au chapitre VI du présent règlement.

Art. 22 Ordures ménagères

Les ordures ménagères doivent être conditionnées dans des sacs résistants, portant la norme OKS (ou toute nouvelle norme en vigueur), fermés et déposés dans les conteneurs.

Art. 23 Collecte du verre

¹ Avant d'être déposés dans les bennes pour la récupération du verre, les bouteilles, flacons et bocaux doivent être exempts de fermetures métalliques, de couvercles en plastique, bouchons en liège, de porcelaine ou de caoutchouc. Les étiquettes peuvent subsister.

² Les ampoules électriques ordinaires ne doivent pas être déposées dans les récipients destinés à la collecte de verre. Elles peuvent être jetées dans les poubelles avec les ordures ménagères.

³ Les néons et ampoules électriques de longue durée sont des déchets spéciaux à rapporter dans les commerces spécialisés, à la déchetterie mobile Mobilitri ou dans tout autre Espace de Récupération cantonal (ESREC).

Art. 24 Déchets de jardin

¹ Les déchets de jardin sont collectés par la commune le mercredi, dans les conteneurs prévus à cet effet ou amenés directement sur les lieux prévus et désignés par la commune (uniquement pour les ménages domiciliés sur le territoire de la commune de Choulex). Ces déchets ne doivent pas être conditionnés dans des sacs plastiques. Les déchets collectés par les entreprises, y compris les entreprises de jardinage, doivent

être acheminés par leurs soins et à leurs frais, et non pas au nom de leur client, dans des installations d'élimination dûment autorisées par le canton.

² Les déchets de jardin peuvent aussi être apportés à la déchetterie mobile Mobilitri.

³ Les souches des arbres ne sont pas considérées comme des déchets de jardin. Seules sont admises les branches dont le diamètre est inférieur à 4 centimètres.

Art. 25 Déchets de cuisine

¹ Les déchets de cuisine doivent être conditionnés dans des sacs compostables répondant à la norme EN13432 ou *OK compost* et déposés dans les conteneurs prévus à cet effet.

² L'utilisation de sacs en plastique pour le conditionnement de déchets de cuisine est interdite.

Art. 26 Déchets non admis dans les points de récupération

Ne sont, notamment, pas admis dans les points de récupération les déchets suivants :

- a) les pneus
- b) les batteries
- c) les produits chimiques ou toxiques
- d) les peintures
- e) les aérosols
- f) tout autre produit considéré comme dangereux
- g) les verres de vitre
- h) les miroirs
- i) la porcelaine
- j) la faïence
- k) la céramique
- l) les néons et les ampoules longues durées.

Art. 27 Filières d'élimination spécifiques

¹ Les appareils électriques et électroniques et les réfrigérateurs doivent être rapportés par prioritairement à un commerçant proposant le même type d'appareils. Ils peuvent aussi être apportés à la déchetterie mobile Mobilitri ou dans tout autre Espace de Récupération cantonal (ESREC).

² Les déchets carnés doivent être évacués conformément aux dispositions des lois et règlements relatifs à la destruction des matières carnées. La levée des déchets carnés et dépouilles d'animaux de rente ou domestiques est assurée par le centre intercommunal des déchets carnés (CIDEC).

³ Les déchets de chantier doivent faire l'objet d'un tri préalable avant d'être acheminés par le maître d'ouvrage ou son prestataire pour valorisation ou élimination auprès d'installations dûment autorisées.

⁴ Les médicaments et les seringues doivent être ramenés dans les pharmacies. Les professionnels doivent s'adresser à un repreneur agréé.

⁵ Les verres de vitre, les miroirs, la porcelaine, la faïence et la céramique doivent être déposés, à la déchetterie mobile Mobilitri ou dans tout autre Espace de Récupération cantonal (ESREC).

⁶ Les déchets provenant de travaux effectués par des particuliers eux-mêmes peuvent, après avoir été triés, être apportés à la déchetterie mobile Mobilitri ou dans tout autre Espace de Récupération cantonal (ESREC).

⁷ Outre les conteneurs prévus à cet effet dans les points de récupération de la commune, les piles peuvent être également rendues à un commerce vendant des piles, à la déchetterie mobile Mobilitri ou dans tout autre Espace de Récupération cantonal (ESREC).

⁸ Les autres déchets non collectés et non admis dans les points de récupération doivent être éliminés selon les filières reconnues par le département cantonal en charge de l'environnement.

Chapitre VI Contrôle de l'application du présent règlement

Art. 28 Compétence des agents de la police municipale

¹ Selon l'accord conclu avec la commune de Collonge-Bellerive et plusieurs communes de la rive gauche, les agents de la police municipale sont compétents pour intervenir sur le territoire de la commune.

² Les agents de la police municipale sont chargés de l'application du présent règlement.

³ Sur la base du rapport établi par les agents de la police municipale, le Maire notifie aux intéressés les mesures administratives qu'il ordonne et les sanctions qu'il inflige en cas d'infractions.

⁴ Le Maire peut déléguer ces compétences aux agents de la police municipale.

⁵ Demeurent réservées les compétences de surveillance et d'intervention des autorités cantonales en cas de violation des dispositions légales et réglementaires fédérales et cantonales visées au préambule du présent règlement, en particulier de la LGD. L'autorité communale dénonce immédiatement au département les cas qui relèvent de la compétence de ce dernier.

⁶ Sont également réservées les compétences du Service d'incendie et de Secours de la Ville de Genève (SIS).

Art. 29 Mesures administratives

¹ En cas d'infraction au présent règlement le Maire ou l'Adjoint au Maire peut ordonner aux frais du contrevenant (art 38 LGD et 17 RGD) :

a) l'exécution de travaux ;

b) la remise en état, la réparation et la modification d'une installation ou d'un bien naturel ou environnemental lésé ;

c) toutes mesures nécessaires à la réhabilitation d'un bien naturel ou environnemental lésé.

² Le Maire adresse immédiatement copie de la décision au département cantonal et plus particulièrement au service cantonal compétent en matière de déchets. L'autorité communale doit suivre la procédure indiquée aux articles 39 et ss de la LGD.

Art. 30 Amendes administratives

¹ Est passible d'une amende administrative de Fr. 200.- à Fr. 400'000.- tout contrevenant :

a) à la LGD et au RGD ;

b) au présent règlement ;

c) aux ordres donnés par le Maire ou un agent de la police municipale en application de la LGD, du RGD et du présent règlement communal.

² Il est tenu compte, dans la fixation de l'amende, du degré de gravité de l'infraction ou du cas de récidive.

³ Les amendes sont infligées par le Maire sur la base d'un procès-verbal établi par les agents de la police municipale, employés communaux ou autorités exécutives de la commune, constatant la ou les infractions.

⁴ Le Maire adresse immédiatement copie de la décision au département cantonal et plus particulièrement au service cantonal compétent en matière de déchets.

⁵ Il peut déléguer ses compétences aux agents de la police municipale.

Art. 31 Emolument

L'administration communale peut percevoir un émolument pour les mesures prises, pour le recouvrement des frais et autres actions et prestations découlant de l'application de la LGD, du RGD, ainsi que du présent règlement. Il est fixé, selon la complexité du dossier et le travail occasionné, entre Fr. 50.- et Fr. 2'000.-.

Chapitre VII Voies de recours

Art. 32 Recours

Les articles 49 à 50 LGD et 57 à 65 LPA sont applicables.

Chapitre VIII Dispositions finales

Art. 33 Publication du règlement

Un exemplaire du règlement est remis aux propriétaires des immeubles sis sur la commune, ainsi qu'aux sociétés et industries.

Art. 34 Entrée en vigueur

Le présent règlement a été adopté par l'Exécutif le 11 mai 2022. Il entre en vigueur le même jour. Il annule et remplace toute disposition adoptée antérieurement.

Table des matières

CHAPITRE I	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	2
ART. 1	CHAMP D'APPLICATION	2
ART. 2	COMPÉTENCES	2
ART. 3	DÉFINITIONS	2
CHAPITRE II	COLLECTE, TRANSPORT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS	2
ART. 4	DÉCHETS FAISANT L'OBJET DE LEVÉES RÉGULIÈRES (PORTE-À-PORTE)	2
ART. 5	DÉCHETS FAISANT L'OBJET DE COLLECTES SÉLECTIVES (POINTS DE RÉCUPÉRATION)	2
ART. 6	COMPOST INDIVIDUEL	3
ART. 7	DÉCHETS FAISANT L'OBJET DE COLLECTES SÉLECTIVES AUPRÈS DE LA DÉCHETTERIE MOBILE MOBILITRI	3
ART. 8	POINTS DE RÉCUPÉRATION DES DÉCHETS	3
ART. 9	PUBLICATION	3
ART. 10	DÉCHETS SUR LA VOIE PUBLIQUE	3
ART. 11	DÉCHETS LORS DE GRANDES MANIFESTATIONS	4
CHAPITRE III	OBLIGATIONS ET CHARGES DES PARTICULIERS LIÉES À LA LEVÉE DES DÉCHETS	4
ART. 12	OBLIGATION DES PROPRIÉTAIRES - PRINCIPES GÉNÉRAUX	4
ART. 13	ORDURES MÉNAGÈRES	4
ART. 14	OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES - CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET TRANSFORMATIONS D'IMMEUBLES	4
CHAPITRE IV	OBLIGATIONS ET CHARGES DES ENTREPRISES POUR LA COLLECTE, LE TRANSPORT ET L'ÉLIMINATION DE LEURS DÉCHETS	5
ART. 15	DÉCHETS URBAINS INCINÉRABLES DES ENTREPRISES	5
ART. 16	DÉCHETS URBAINS TRIÉS DES ENTREPRISES	5
ART. 17	TAXE FORFAITAIRE	5
ART. 18	DÉCHETS LIÉS AUX ACTIVITÉS DES ENTREPRISES	5
ART. 19	COMPACTEUR À CARTONS	6
CHAPITRE V	OBLIGATIONS DES MÉNAGES LIÉES À LA COLLECTE SÉLECTIVE DES DÉCHETS DANS LES POINTS DE RÉCUPÉRATION	6
ART. 20	TRANQUILLITÉ PUBLIQUE	6
ART. 21	SALUBRITÉ ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	6
ART. 22	ORDURES MÉNAGÈRES	6
ART. 23	COLLECTE DU VERRE	6
ART. 24	DÉCHETS DE JARDIN	6
ART. 25	DÉCHETS DE CUISINE	7
ART. 26	DÉCHETS NON ADMIS DANS LES POINTS DE RÉCUPÉRATION	7
ART. 27	FILIÈRES D'ÉLIMINATION SPÉCIFIQUES	7
CHAPITRE VI	CONTRÔLE DE L'APPLICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT	8
ART. 28	COMPÉTENCE DES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE	8
ART. 29	MESURES ADMINISTRATIVES	8
ART. 30	AMENDES ADMINISTRATIVES	8
ART. 31	EMOLUMENT	9
CHAPITRE VII	VOIES DE RECOURS	9
ART. 32	RECOURS	9
CHAPITRE VIII	DISPOSITIONS FINALES	9
ART. 33	PUBLICATION DU RÈGLEMENT	9
ART. 34	ENTRÉE EN VIGUEUR	9

Tableau des modifications

Intitulé	Date d'adoption	Date d'entrée en vigueur
Règlement de la commune de Choulex relatif à la gestion des déchets (LC 29 911)	10 avril 2017	8 mai 2017
Modifications 19 mai 2021	19 mai 2021	31 mai 2021
Modifications 11 mai 2022	11 mai 2022	11 mai 2022